



Evo Morales : Les pays du monde devraient réfléchir à l'impérialisme des USA



En 2006 la Bolivie a élu Evo Morales, premier président « indigène ». Selon une définition internationale les peuples indigènes sont des groupes de population qui sont des descendants de la population d'origine d'un pays avant que celui-ci ne soit conquis, colonisé puis transformé en Etat. Dans une interview que la chaîne de télévision internationale RT a menée avec Morales en avril 2017, il a dit que les peuples indigènes appartiennent à la culture de la paix et de la vie communautaire dans le pays.

En 2006 la Bolivie a élu Evo Morales, premier président « indigène ». Selon une définition internationale les peuples indigènes sont des groupes de population qui sont des descendants de la population d'origine d'un pays avant que celui-ci ne soit conquis, colonisé puis transformé en Etat. Dans une interview que la chaîne de télévision internationale RT a menée avec Morales en avril 2017, il a dit que les peuples indigènes appartiennent à la culture de la paix et de la vie communautaire dans le pays. On y vit en solidarité, en complémentarité mutuelle et surtout en harmonie avec la terre mère. Ce sont leurs principes de vie, dit Morales. Mais cette forme de vie dénoncée comme étant communiste est menacée par les puissances impérialistes, c'est-à-dire par les puissances qui revendiquent la suprématie mondiale. Ces puissances dirigeantes cherchent depuis toujours à accaparer en particulier les ressources naturelles des Etats ayant une population indigène. Dans le passé il s'agissait de la répartition impérialiste du monde entre les puissances coloniales, c'est-à-dire les grandes puissances européennes. Aujourd'hui il s'agit d'une intrusion impérialiste avec des bases militaires et des sous-marins et avec le contrôle des ressources naturelles des peuples indigènes.

Evo Morales ne laisse aucun doute : il s'agit de l'« empire USA » avec sa revendication à la suprématie mondiale. On désigne par le terme d'empire une puissance qui veut constamment étendre sa sphère de pouvoir et d'influence politique, militaire et économique. D'après Morales les Etats-Unis ont déjà mis en œuvre 70 ou 80 ingérences militaires ou renversements de gouvernements. Il dit : « Les peuples du monde devraient réfléchir à cela. »

Ce bras de fer entre l'« empire USA » et les Etats qui souhaitent garder ou reprendre le contrôle et la souveraineté sur leurs ressources naturelles, Morales le voit comme le grand fil rouge des foyers de crise en Amérique Latine et dans le monde entier. Selon lui en Amérique Latine a lieu ce bras de fer entre les pays de l'« Alliance bolivienne pour les Amériques » et ceux de l'« Organisation des Etats Américains » (OEA) qui est marquée par la gouvernance des Etats-Unis. L'« Alliance bolivienne pour les Amériques » (abrégée en ALBA) est une alliance économique composée actuellement de onze Etats d'Amérique Latine et des Caraïbes. Le nom « bolivien » provient du Sud-américain et combattant pour l'indépendance Simón Bolívar qui, au début du 19ème siècle poursuivait le but de construire une Amérique Latine commune, qui serait indépendante de l'Europe et des USA. L'ALBA poursuit également ce but de devenir indépendante des USA et de l'Europe à travers la coopération économique entre ses pays-membres.

Depuis les élections présidentielles et le vote pour le congrès en 2002, Morales a été pris plusieurs fois dans le collimateur de l'administration américaine. L'ambassadeur américain en Bolivie de l'époque, Manuel Rocha a ouvertement mis en garde les électeurs en 2002 : « Si vous votez pour Morales, les USA vont supprimer leurs aides au développement et fermer leurs marchés à la Bolivie. » A l'époque, le parti de Morales avait fait circuler une affiche dans les villes boliviennes avec une photo de Morales sur laquelle était écrit en grandes lettres : « Boliviens : Vous décidez. Qui gouverne ? (L'ambassadeur américain) Rocha ou la voix du peuple ? » L'affiche a eu une grande influence et plusieurs centaines de milliers d'exemplaires supplémentaires ont dû être imprimés.

Le point culminant de l'épreuve de force entre l'« empire USA » et le gouvernement bolivien a été atteint en 2008. A ce sujet, Morales a dit littéralement : « Nous avons été obligés en 2008 de mettre l'ambassadeur américain à la porte du pays. Sans peur devant l'empire, j'ai déclaré Monsieur (Philip) Goldberg (l'ambassadeur américain depuis 2006) « persona non grata ». Depuis, la situation est relativement calme dans le pays. »

Voyez maintenant l'interview de 20 minutes qui a été diffusée par RT Deutsch le 6 mai 2017 dans laquelle le président bolivien évoque les grands fils rouges de la politique mondiale jusqu'en Syrie et au Venezuela.

Journaliste : Bienvenue à notre nouvelle émission de « Infos derrière les infos » de RT. Nous nous trouvons au centre général des Nations Unies à New York et nous avons l'immense privilège de parler avec le président de l'État plurinational de la Bolivie Evo Morales. M. le président merci d'être avec nous.

Evo Morales : Merci beaucoup pour l'invitation. C'est toujours une grande joie et un grand plaisir de vous parler.

Journaliste : M. le président, vous êtes ici au siège des Nations Unies pour fêter le 10ème anniversaire de la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples indigènes. Qu'est-ce que la déclaration et la reconnaissance des droits des peuples indigènes a changé au cours de ces 10 dernières années en tenant compte également d'autres circonstances comme par exemple le danger du réchauffement climatique global qui est refusé par le Président des Etats-Unis ; deuxièmement les guerres continuelles au Moyen-Orient qui s'étendent progressivement au niveau global ; et troisièmement la politique anti-migratoire croissante et qui a des répercussions très négatives sur les peuples indigènes.

Evo Morales: Tout d'abord il y a 10 ans nous avons réussi à obtenir une déclaration sur les droits des peuples indigènes. C'est très important mais son application se fait attendre. La Bolivie est le 1er et le seul pays qui a ratifié une loi nationale de la sorte ; et c'est la déclaration des droits de la population indigène. En second lieu la participation du mouvement indigène dans la politique : c'est pour cela que j'ai dit dans mon discours que dans le cadre du 500ème anniversaire de la résistance des peuples indigènes contre le pouvoir, nous avons accompli notre devoir. Et nous avons obtenu cela grâce à l'unité des mouvements sociaux et à la participation de nos spécialistes et de nos patriotes qui se sont investis pour le peuple. J'appelle tous les Etats qui ont une population indigène à reconnaître cette déclaration et à la mettre en pratique. Les normes juridiques sont une chose ; leurs applications, c'est une autre chose. L'application, et cela nous le voyons maintenant, est très critique et très inquiétante. Car comme ça a toujours été le cas, certaines puissances veulent prendre d'autres pays pour des raisons géopolitiques. Les buts qu'ils ont sont comme toujours de s'emparer des ressources naturelles des Etats avec une population indigène.

Nous pouvons voir clairement ce qui s'est passé en Libye. Le prétexte pour l'intervention était la démocratie et le combat contre la dictature. Mais que s'est-il passé après ? Un autre exemple est l'Irak ; ils ont convaincu le monde entier qu'il y avait là-bas des armes de destruction massive et maintenant où sont ces armes ? En ce moment ce sont des armes chimiques en Syrie. La Syrie est un endroit stratégique pour le contrôle du Moyen-Orient. Je suis sûr qu'autour de la Syrie se trouvent à peu près 30 % de tous les hydrocarbures ; et nous voilà de nouveau dans l'histoire de l'humanité ; tandis que dans le passé il s'agissait de la répartition impérialiste du monde entre les monarches, maintenant il s'agit de l'invasion impérialiste avec des sous-marins et des bases militaires pour contrôler les ressources naturelles. Pour le capitalisme, le libre-échange et la globalisation ne sont plus des solutions. Aujourd'hui c'est l'intervention militaire. C'est pour cela que ce que j'ai dit aux Nations Unies se confirme encore une fois : celui qui soutient le système capitaliste, soutient la guerre. Celui qui soutient la guerre, soutient la culture de la tuerie. Nous, en tant que peuple indigène, nous avons la culture de la paix, de la vie communautaire en campagne, où il n'y a pas de bien personnel mais où tout appartient à la communauté. Là on vit en solidarité, en complémentarité et avant tout en harmonie avec la mère-terre. C'est ça, nos principes de vie. Cependant cette forme de vie est discréditée comme communisme par l'impérialisme. Mais ça nous est égal ! Nous sommes une communauté, c'est pour cela que nous avons une politique du socialisme communautaire où nous combattons pour l'égalité ou bien une certaine égalité car une égalité totale n'existe pas. Aujourd'hui l'humanité est menacée et c'est le devoir des peuples de combattre cette menace. Malheureusement les USA ont déjà commis (je ne sais plus combien) 70 ou 80 interventions et des coups d'Etats. Les peuples de la terre devraient réfléchir à cela. Si la mise en pratique de la démocratie intéresse quelqu'un, il utilise des moyens démocratiques et des droits humains. Si la démocratie n'est pas dans l'intérêt des USA, ni la démocratie, ni les droits de l'homme n'existent pour eux. Ils remettent en question des gouvernements anti-impérialistes et ils sont soutenus dans cette attitude. En même temps il y a des monarches et des oligarques qui font partie des alliés des USA, c'est pour cela que c'est une dure guerre pour la vie, pour le monde et nous espérons que le forum des peuples indigènes donne une certaine force et un certain espoir au peuple de par le monde.

Journaliste : Dans quelle mesure les Nations Unies peuvent-elles influencer ce chemin de guerre que le monde est en train de prendre ? En ce moment la Bolivie fait partie du Conseil de sécurité de l'ONU, il n'y a pas longtemps vous avez fortement critiqué par la bouche de votre porte-parole le bombardement des USA en Syrie. Malgré tout, les USA continuent à agir tout seuls en ce qu'ils brisent mêmes les principes du droit international public. Comment les Nations Unies peuvent-elles être efficaces avec cet arrière-plan ? Et qu'est-ce qui manque pour qu'elles puissent exercer une influence réelle sur ce style d'agissement qui nuit à l'humanité ?

Evo Morales : Au 21ème siècle il n'est pas possible qu'un seul pays ou une seule personne deviennent le maître du monde. Malheureusement ils mènent une politique de racisme et de fascisme en croyant que quelqu'un doit dominer le monde mais ils se trompent : c'est seulement les peuples et les forces sociales organisées dans le monde entier qui peuvent être les maîtres du monde. On ne peut pas privatiser ni le monde ni toute la planète. C'est pour cela que la seule solution est que nous, et à plus forte raison les pays d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Afrique, nous puissions nous unir pour pouvoir répliquer à cette sorte de politique américaine. Car en agissant seuls ils ne respectent même pas, comme vous l'avez dit, les principes de l'ONU. C'est une mentalité absolument mauvaise qui est dirigée contre l'humanité et contre la vie. Imaginez un peu une guerre avec des bombes

nucléaires ! Une guerre nucléaire ! Elle ne va pas seulement toucher les Etats qui se bombardent les uns les autres, mais elle concernera toute l'humanité et détruira toute la terre. Je ne suis pas un expert mais devant l'arrière-plan de la situation critique dans laquelle nous vivons actuellement, je dois écouter les commentaires des experts et des analystes. Nous savons parfaitement que c'est mauvais pour toute la planète... si un Etat en attaque un autre (et je veux encore une fois le souligner)... de regagner le contrôle sur les ressources naturelles.

Journaliste : Vous ou quelqu'un qui est responsable de votre profil Twitter avez averti dans un Twit du grand danger de l'utilisation des armes nucléaires. Visiblement nous traversons une situation qui devient de jour en jour de plus en plus inquiétante. D'un côté les USA avec le Président Trump et de l'autre côté la Corée du Nord et il y a des menaces qui semblent faire une escalade jusqu'à un point très critique comme vous l'avez dit. Quelle est la position de la Bolivie dans les relations très tendues entre les USA et la Corée du Nord et qu'est-ce que votre pays pense des menaces d'utiliser des armes nucléaires ?

Evo Morales : En 1969, les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes ont réussi à imposer que le continent n'ait pas le droit de posséder des armes nucléaires. Et ça fait du bien que ce soit un continent paisible. Je salue les services de notre ancien président et des gouvernements précédents qui ont rendu possible le fait de renoncer à toute compétition d'armement et à toute utilisation de l'arme nucléaire.

Deuxièmement le point de vue de la Bolivie est clair et défini par notre constitution. Grâce au processus de la révolution et de la libération de notre peuple, nous sommes un pays pacifiste et toutes les contradictions ont pu être résolues grâce à plusieurs mécanismes pacifiques. Cela peut être un dialogue interne, un dialogue politique ou des médiations, cela peut aussi être des cours pénales internationales comme celle de La Haye. Nous nous préoccupons de la vie et de notre planète. Si nous suivons les intérêts des petits groupes il n'y aura pas de compromis. Nos autorités, nos ambassadeurs et nos représentants à l'étranger et nos délégués dans les organisations internationales défendent ce point de vue. La vie est au-dessus de toutes les différences idéologiques, politiques, sociales et culturelles, et des différences de partis et de programmes. La vie de ceux qui vivent sur la planète terre. Nous vivons déjà maintenant des effets du réchauffement climatique et maintenant des bombes et des guerres nucléaires s'y rajoutent : Je ne comprends pas comment certains dirigeants comme le Président des USA peuvent avoir une mentalité tellement égoïste et ambitieuse. Je ne peux pas le comprendre. Toute autorité devrait penser plus aux gens. Toute autorité devrait faire cas de la dignité humaine, de l'égalité des peuples car certains spirituels parlent de la fin du monde. Et la fin du monde est entre les mains de quelques puissances qui peuvent utiliser des bombes nucléaires. C'est inquiétant. J'appelle aussi tous les médias à informer davantage sur les conséquences des armes nucléaires et des guerres nucléaires.

Journaliste : Monsieur le président, pouvons-nous parler un peu de l'Amérique latine ? A part le fait que c'est une région de paix, il y a aussi beaucoup de turbulence politique ; c'est le cas au Venezuela. Le Venezuela traverse une phase économique et politique difficile. Ces derniers jours il y a eu beaucoup de protestation contre le gouvernement mais aussi certaines manifestations pour soutenir le gouvernement de Nicolas Maduro. Durant les années où Hugo Chavés était encore président, il semble s'être formé un corps international qui demande un changement de régime. Visiblement la Bolivie a gardé des relations très proches avec le Venezuela-bolivien. Comment cela se passe-t-il maintenant ? Comment la

Bolivie voit-elle la crise actuelle au Venezuela ? Où est maintenant l'alliance bolivienne pour les peuples d'Amérique, qui est actuellement la voix principale des pays progressistes de la région, si l'organisation des Etats américains prend une position tellement agressive envers le Venezuela ?

E. Morales : Ecoutez : Premièrement la charte constitutive de l'Union des nations sud-américaines a une clause démocratique très importante qui fait respecter les gouvernements et les présidents élus par le peuple – de façon indépendante, qu'ils soient à droite ou à gauche. Je regrette beaucoup ce qui se passe actuellement au Venezuela. C'est un coup d'Etat, que la Droite vénézuélienne fait avancer. Et je regrette beaucoup que l'organisation des Etats américains ne puisse pas abandonner sa tradition de faire des putschs comme le meilleur instrument de l'empire nord-américain.

Il y a le danger d'une invasion, actuellement il y a le danger d'une intervention. La Bolivie refuse catégoriquement tout coup d'Etat. Dans tous les pays il peut apparaître un problème social. Comme tous les pays nous pouvons également avoir des problèmes économiques. Mais si nous parlons du secteur économique en Amérique du sud et latine, nous devons profiter de ce moment pour un meilleur échange du commerce pour faire front à la crise du système capitaliste qui vient des empires nord-américains et d'autres empires du passé. Mais les Etats-Unis nous coupent comme membres de l'UNASUR de l'Alliance du Pacifique, pour que l'ALBA ne grandisse pas.

Le coup d'Etat au Honduras était une sorte d'intimidation ou d'exemple pour ces pays qui entrent à l'ALBA. C'est la politique que font les gouvernements des Etats-Unis. En réalité j'ai grande confiance en des mouvements sociaux. Il continuera d'y avoir des alliés, des ouvriers, des indigènes, des paysans, peut-être aussi des gens qui agissent à cause de leur métier et qui deviennent des anti-impérialistes. C'est une couche extrêmement forte et dure. Il y en a probablement 30, 40, 50% plus ou moins qui vont continuer la lutte pour leur unité et leur souveraineté. C'est la résistance du peuple vénézuélien – mon respect, mon admiration pour eux qui font face à l'offensive de l'empire, face à l'agression de Luis Almagro et de quelques autres Etats de l'OEA.

Qu'est-ce que nous devons faire ? Il nous faut plus d'unité, plus de souveraineté politique et économique, plus de clarté idéologique. Nous ne pouvons jamais perdre de vue la possibilité d'une intervention. Elle n'est pas contre Nicolás Maduro, elle n'est pas contre le peuple vénézuélien, tout ça arrive à cause du pétrole vénézuélien.

Journaliste : Oui, justement.

E. Morales : L'histoire se répète.

Journaliste : Pourquoi faut-il donc rester dans l'OEA ou la traiter comme un forum utile pour la région, quand il semble qu'elle sert en réalité les intérêts des Etats-Unis ?

E. Morales : L'OEA l'a toujours fait. C'est pourquoi Fidel Castro, ce grand révolutionnaire qui nous a quittés malheureusement à cause de sa santé et de son âge, a dit jadis que l'OEA serait le « ministère colonial ». Et il est impossible que cette mentalité ne puisse pas changer. Il est incompréhensible qu'un Latino, un Sud-Américain soit le meilleur instrument de l'empire.

Je ne peux pas comprendre comment un Sud-Américain comme Luis Almagro puisse avoir cette mentalité interventionniste. Je ne peux pas concevoir cela, je ne le comprends pas. C'est possible que nous ayons de grands différends idéologiques, mais ici, il s'agit surtout de notre souveraineté, de notre dignité, de notre autodétermination. En Bolivie, nous en avons déjà fait certaines expériences après notre libération. Et à présent nous sommes dans une autre situation qu'en 2005 et 2006, lorsque je me suis chargé de diriger le pays. L'Etat colonial de ce temps-là s'est développé en un Etat plurinational ; autrefois c'était un pays soumis, à présent c'est un pays libéré. Le pays qui était disjoint par l'empire est maintenant

uni dans la lutte contre l'empire.

Journaliste : En Equateur, le pays voisin de la Bolivie, l'élection présidentielle a eu lieu il y a quelques temps. Lenin Moreno a été élu nouveau président. Votre ami, Rafael Correa se retire donc de ses fonctions après une décennie comme dirigeant de ce qu'on appelle la révolution citoyenne. Comment estimez-vous le mandat de Correa ? Est-ce que cela va avoir une influence sur l'ALBA, l'intégration de l'Amérique Latine ? Car il a joué un rôle clé dans l'intégration Sud-Américaine.

E. Morales: Je sens que cet affaiblissement des gouvernements anti-impérialistes, y compris de l'ALBA, va être passager. Nous avons certes perdu le Brésil et l'Argentine, mais maintenant les peuples en Argentine et au Brésil et les peuples d'Amérique Latine comprennent ce que cela veut dire quand la droite est de nouveau au pouvoir. Aujourd'hui déjà on peut percevoir les conséquences qu'amène la droite. C'est pourquoi j'ai espoir que nous allons pouvoir récupérer certains pays.

Cela va probablement être l'étape la plus difficile pour les gouvernements des présidents anti-impérialistes. Mais je ne perds pas l'espoir que ces mouvements politiques anti-impérialistes vont de nouveau gagner en puissance avec les peuples et les mouvements sociaux.

Journaliste : Et en Bolivie ? Votre ré-élection ?

E. Morales: Jusqu'à présent nous sommes au pouvoir. Heureusement la Bolivie est prête. Ce qui se passe au Brésil et en Argentine nous permet de nous orienter correctement. Il est peu probable que la droite revienne au pouvoir en Bolivie.

Journaliste : Est-ce que vous êtes optimiste pour l'avenir de la Bolivie, pensez-vous que la transformation que vous avez obtenue ces dernières années va continuer ?

E. Morales: Oui nous sommes optimistes. Certaines organisations internationales font heureusement des pronostics comme quoi l'économie de la Bolivie va croître en 2017. Il y a deux ans elle a eu une croissance de 5%, l'année dernière un peu plus de 4% et cette année nous nous dirigeons vers les 4%.

Notre plus grande force, c'est que nous redistribuons les richesses parmi nos peuples. D'un point de vue politique cela veut dire une restructuration de la Bolivie et d'un point de vue économique c'est la récupération de ressources naturelles. Nous sommes dans la première étape de l'industrialisation et nous menons une redistribution dans le domaine de la société au moyen d'instruments sociaux.

Journaliste : Monsieur le président, il y a quelque temps vous êtes allé à Cuba vous faire soigner. Je vous vois en bonne forme. Je vois que vous avez l'air fort et en bonne santé. Comment faites-vous pour être en bonne santé ?

E. Morales: Je vais très bien. Grâce aux amis cubains et boliviens je fais de nouveau de nombreux kilomètres pour continuer à travailler.

Journaliste : Vous pouvez encore jouer au foot ?

E. Morales: Oui, on tire de nouveau des buts. Le sport me fascine. J'aimerais aussi dire à tout le monde à travers votre chaîne que le sport est le meilleur divertissement pour tout le monde et à tout âge.

Journaliste : Monsieur le président, je vois justement que votre délégation vous attend.

Merci donc, d'avoir été avec nous aujourd'hui.

E. Morales: Merci à vous. Nous sommes toujours prêts à parler et à commenter des sujets nationaux ou internationaux.

Journaliste : C'était une interview avec le président bolivien Evo Morales. Merci d'avoir été avec nous. Vous pouvez me suivre sur Twitter sous @evagolinger et sur internet sur rt.com. A bientôt !

de dd.

Sources:

.

Cela pourrait aussi vous intéresser:

#USA-fr - www.kla.tv/USA-fr

#GuerreAtomique - atomique - www.kla.tv/GuerreAtomique

#Bolivie - www.kla.tv/Bolivie

#EvoMorales-fr - www.kla.tv/EvoMorales-fr

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- peu entendu, du peuple pour le peuple...
- des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  *Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.